

LIBRES COURS
POLITIQUE

L'entreprise Macron à l'épreuve du pouvoir

Bernard Dolez, Anne-Cécile Douillet,
Julien Fretel et Rémi Lefebvre (dir.)

L'entreprise Macron à l'épreuve du pouvoir

Après cinq ans au pouvoir, quel bilan peut-on faire de « l'entreprise politique » Macron ?

Rassemblant les textes de vingt-neuf spécialistes de la vie politique et des politiques publiques, cet ouvrage porte sur la manière dont le fondateur d'En Marche ! a exercé le pouvoir pendant un mandat marqué par les crises : Gilets jaunes, puis pandémie mondiale.

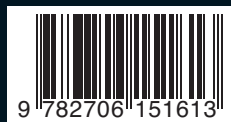
Portant leur réflexion sur les changements traduits par l'arrivée d'Emmanuel Macron à la tête de l'État, les auteurs analysent l'ampleur de la transformation du système partisan, des glissements de l'électorat et du renouvellement des élites politiques. Ils décryptent ainsi le style présidentiel d'Emmanuel Macron dans son rapport avec les institutions, analysent ses soutiens partisans, les opinions et les tendances électorales avec lesquelles il a dû composer, et décorrent, au regard des promesses du candidat de 2017, les politiques publiques qu'il a entreprises.

Loin de poser un regard définitif sur le mandat d'Emmanuel Macron, ce livre trace des perspectives éclairantes à la veille de l'élection présidentielle de 2022.



BERNARD DOLEZ est professeur de science politique à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et chercheur au CESSP. **ANNE-CÉCILE DOUILLET** est professeure de science politique, membre et directrice du CERAPS de Lille. **JULIEN FRETTEL** est professeur de science politique à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne où il dirige le département de science politique. **RÉMI LEFEBVRE** est professeur de science politique à l'université de Lille.

Contributeur à l'ouvrage : **V. Behr, K. Bernard, P. Bréchon, J. Bresson, É. Breton, R. Cos, F. Escalona, J.-M. Eymeri-Douzans, S. Fol, B. François, M. Gimat, G. Gourgues, C. Herlin-Giret, F. Jobard, A. Laurent, P. Le Lidec, P. Leroux, V. Martigny, A. Mazeaud, S. Michon, Y. Miot, É. Ollion, F. Pierru, P. Riutort, S. Strudel.**



Presses universitaires de Grenoble
15, rue de l'Abbé-Vincent – 38600 Fontaine
ISBN 978-2-7061-5161-3

25,00 € (prix TTC France)

L'entreprise Macron
à l'épreuve du pouvoir



Le code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

Création de couverture: Corinne Tourrasse

Maquette intérieure: Catherine Revil

Mise en page: Soft Office

Relecture: Cécile Evreux-Torquebiau

Ce livre a été édité avec le soutien financier du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, et du conseil régional des Hauts-de-France via le CPER ISI-MESHs, ainsi qu'avec le soutien du CERAPS (CNRS / université de Lille) et du CESSP (CNRS / université Paris 1)

© UGA éditions, février 2022

Université Grenoble Alpes

CS 40700 38058 Grenoble cedex 9

ISBN 978-2-3774-7334-2

© Presses universitaires de Grenoble, février 2022

15, rue de l'Abbé-Vincent – 38600 Fontaine

contact@pug.fr / www.pug.fr

ISBN 978-2-7061-5161-3

Bernard Dolez, Anne-Cécile Douillet,
Julien Fretel et Rémi Lefebvre (dir.)

L'entreprise Macron à l'épreuve du pouvoir

La collection «Libres Cours Politique» est dirigée par Pierre Bréchon et Nathalie Dompnier. Elle rassemble des ouvrages de référence offrant une réflexion et une analyse approfondies sur des questions contemporaines de science politique.

DANS LA MÊME COLLECTION

E. Négrier, V. Simoulin (dir.), *La fusion des régions. Le laboratoire d'Occitanie*, 2021

A. Courmont, *Quand la donnée arrive en ville. Open data et gouvernance urbaine*, 2021

P. Bréchon, A.-L. Zwillig (dir.), *Indifférence religieuse ou athéisme militant? Penser l'irréligion aujourd'hui*, 2020

C. Benoît, *Réguler l'accès aux médicaments*, 2020

P. Bréchon, F. Gonthier, S. Astor (dir.), *La France des valeurs. Quarante ans d'évolutions*, 2019

H. Buisson-Fenet, *Piloter les lycées. Le « tournant modernisateur » des années 1990 dans l'Éducation nationale*, 2019

B. Dolez, J. Fretel, R. Lefebvre (dir.), *L'entreprise Macron*, 2019

P. Warin (dir.), *Agir contre le non-recours aux droits sociaux. Scènes et enjeux politiques*, 2019

R. F. Inglehart, trad. de C. Hamidi et M.-C. Hamidi. *Les transformations culturelles. Comment les valeurs des individus bouleversent le monde?*, 2018

F. Gonthier, *L'État providence face aux opinions publiques*, 2017

M. Arrignon, *Gouverner par les incitations. Les nouvelles politiques sociales en Europe*, 2016

A. Revillard, *La cause des femmes dans l'État. Une comparaison France-Québec*, 2016

T. Rioufreyt, *Les socialistes français face à la Troisième voie britannique. Vers un social-libéralisme à la française (1997-2015)*, 2016

P. Warin, *Le non-recours aux politiques sociales*, 2016

A. François, R. Magni-Berton, *Que pensent les penseurs? Les opinions des universitaires et scientifiques français*, 2015

Y. Deloye, O. Ihl, A. Joignant (dir.), *Gouverner par la science : perspectives comparées*, 2013

G. Gourgues, *Les politiques de démocratie participative*, 2013

M. Hollard, G. Saez (dir.), *Politique, science et action publique. La référence à Pierre Mendès France et les débats actuels*, 2010

Les auteurs

Valentin Behr, docteur en science politique (université de Strasbourg, 2017), est postdoctorant dans le cadre du projet « PolEco : L’Eurocratie revisitée à l’aune des trajectoires d’auxiliaires politiques. Sociologie des relations entre politique et économie » à l’université de Strasbourg. Il a récemment publié (avec Sébastien Michon) « Le gouvernement Macron et les nouveaux technos. Noblesse d’État et circulations public-privé », *Revue française d’administration publique*, vol. 3, n° 175, 2020, p. 735-753, et coordonné (avec Ewa Tartakowsky) le dossier « L’Histoire à l’école en Europe de l’Est », *Passés Futurs*, n° 9, 2021.

Kevin Bernard est inspecteur des finances publiques. Il a travaillé cinq ans au ministère de l’Économie et des Finances, avant de reprendre des études en sciences sociales. Il effectue actuellement une recherche sous contrat doctoral au sein de l’École normale supérieure et de l’École des hautes études en sciences sociales (laboratoire IRIS), sous la direction d’Alexis Spire. Avec ce dernier, il a publié en juillet 2019 un article sur « Les déterminants sociaux du sentiment d’injustice fiscale », dans la *Revue de l’OFCE*.

Pierre Bréchon est professeur émérite de science politique à Sciences Po Grenoble, institut qu’il a dirigé de 2002 à 2005, chercheur au laboratoire PACTE (unité mixte de recherche IEPG/CNRS/UGA). Il travaille sur la sociologie des valeurs et de l’opinion, sur les comportements électoraux, les attitudes politiques et religieuses en France et en Europe, et sur la méthodologie des enquêtes quantitatives et qualitatives. Il dirige les collections « Politique en plus » et « Libres cours Politique » aux Presses universitaires de Grenoble.

Juliette Bresson est doctorante en science politique au CERAPS (UMR 8026, CNRS/Université de Lille/Sciences Po Lille). Ses recherches portent sur l’apprentissage du métier de député par les élus et élues novices du groupe LREM à l’Assemblée nationale.

Éléonor Breton est docteure en sociologie. Son travail de thèse portait sur les politiques territoriales du conseil départemental et la transformation du rapport de cette institution à son territoire. Elle travaille plus généralement sur la réforme territoriale, l'action publique et en particulier les politiques territoriales, ainsi que sur le travail politico-administratif. Elle est actuellement postdoctorante au CEET (Centre d'études de l'emploi et du travail, Conservatoire national des arts et métiers) dans le cadre d'une convention avec Météo-France. Sa recherche porte sur les réorientations des activités et de l'organisation de Météo-France. Elle est coauteure de « Politique des mots d'ordre réformateurs. Le travail administratif face aux injonctions modernisatrices de l'État » avec Gwenaëlle Perrier, paru dans un numéro qu'elles ont dirigé de la revue *Politix* (2018, *Injonctions modernisatrices*, n° 124), ainsi que « Pourquoi "la haine" du département ? » (*in GIS-GRALÉ, Droit et Gestion des collectivités territoriales*, Paris, Le Moniteur, 2021).

Rafaël Cos est postdoctorant en science politique au laboratoire Printemps (université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines). Il a notamment publié *Les programmes du Parti socialiste. Sociologie politique d'une entreprise programmatique* (Dalloz, 2019). Ses travaux actuels portent sur les relations entre le champ politique et les crises économiques et financières.

Bernard Dolez est professeur de science politique à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et chercheur au Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP). Ses recherches portent plus particulièrement sur les institutions politiques nationales et locales, les règles électorales et leurs effets, ainsi que sur les comportements électoraux.

Anne-Cécile Douillet est professeure de science politique, membre et directrice du CERAPS (UMR 8026, CNRS/Université de Lille/Sciences Po Lille). Elle travaille en particulier sur les gouvernements locaux, les politiques territoriales et la sociologie de la justice. Elle a récemment publié, avec Rafaël Cos, « Comment les partis politiques travaillent-ils l'action publique ? », *Gouvernement et action publique*, vol.9, n°4, p.9-27, 2020.

Fabien Escalona est docteur en science politique depuis 2016, après avoir défendu une thèse sur *La reconversion partisane de la social-démocratie européenne*, publiée chez Dalloz. Il est désormais journaliste à *Mediapart*, et chercheur associé au laboratoire Pacte à Sciences Po Grenoble.

Jean-Michel Eyméri-Douzans est professeur de science politique à Sciences Po Toulouse, dont il est aussi directeur-adjoint, et chercheur au Laboratoire des sciences sociales du politique (LaSSP). À Bruxelles, il préside l'EGPA/GEAP, la société savante européenne qui réunit les chercheurs étudiant les

administrations publiques. Parmi ses ouvrages : avec Geert Bouckaert, *La France et ses administrations. Un état des savoirs*, Bruylant, 2013 ; avec Xavier Bioy et Stéphane Mouton (dir.), *Le règne des entourages de l'exécutif*, Presses de Sciences Po, 2016 ; avec Gildas Tanguy (dir.), *Prefects, Governors and Commissioners. Territorial Representatives of the State in Europe*, Londres, Palgrave, 2021.

Sylvie Fol est professeure d'aménagement et urbanisme à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, où elle est responsable du master Urbanisme et aménagement et membre du laboratoire Géographie-Cités. Ses recherches, centrées sur l'analyse des inégalités socio-spatiales, portent sur les politiques de l'habitat et du logement social, la transformation des territoires de banlieue, les processus de décroissance urbaine, la mobilité et l'ancrage territorial dans les quartiers populaires. Depuis 2008, elle fait partie du comité de rédaction de la revue *Géographie, économie, société*.

Bastien François est professeur de science politique à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, chercheur au Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP). Il a récemment publié, avec Antoine Vauchez, *Politique de l'indépendance. Formes et usages contemporains d'une technologie de gouvernement*, Presses universitaires du Septentrion, 2020.

Julien Fretel est professeur de science politique à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il dirige le Département de science politique de la Sorbonne. Spécialiste des partis politiques, il a récemment publié avec Michel Offerlé un ouvrage sur les courriers envoyés au président de la République (*Écrire au président. Enquête sur le guichet de l'Élysée*, La Découverte, 2021).

Matthieu Gimat est maître de conférences au laboratoire Géographie-Cités et à l'université de Paris, où il enseigne l'aménagement, l'urbanisme et le développement territorial. Ses travaux de recherche portent sur l'habitat et le logement, ainsi que sur les conséquences de la rétraction des dépenses publiques pour les politiques d'aménagement et d'urbanisme. Il participe notamment au programme de recherche sur la vente HLM, organisé par l'Union sociale pour l'habitat, le Plan urbanisme, construction, architecture, la Caisse des dépôts et consignations, ainsi que différents acteurs de l'habitat.

Guillaume Gourgues est maître de conférences en science politique à l'université Lyon 2, chercheur au laboratoire Triangle. Ses travaux portent sur les formes contemporaines de gouvernement participatif et de démocratie dans l'action publique et le monde du travail. Il a récemment publié (avec Sébastien Ségas) « La démocratie participative : entre techniques de gouvernement et pratiques sauvages » (*in* Thomas Frinault, Christian Le Bart, Erik

Neveu (dir.), *Nouvelle sociologie politique de la France*, Armand Colin, 2021) et « De l'autogestion au rapport salarial. Comprendre l'affaire Lip au-delà de ses mythes » (*L'autogestion à l'épreuve du travail : quelle émancipation ?*, Presses universitaires du Septentrion, 2020).

Camille Herlin-Giret est chargée de recherche au CNRS, rattachée au Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales CERAPS (UMR 8026, CNRS/Université de Lille/Sciences Po Lille). Elle a récemment publié un ouvrage intitulé *Rester riche. Enquête sur les gestionnaires de fortune et leurs clients*, paru en 2019 aux Éditions Le Bord de l'eau, et mène actuellement des recherches sur les pratiques d'épargne et d'investissement, le rapport à l'impôt, les politiques fiscales et les professions du conseil financier.

Fabien Jobard, docteur en science politique, est directeur de recherches au CNRS, en poste au Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP). Il a récemment publié, avec Olivier Fillieule, *Politiques du désordre. La police des manifestations en France*, Paris, Seuil, 2020 et avec Jacques de Maillard, *Sociologie de la police. Politiques, organisations, réformes*, Paris, Armand Colin, 2015.

Annie Laurent est directrice de recherche émérite CNRS au CERAPS (UMR 8026, CNRS/Université de Lille/Sciences Po Lille). Ses recherches portent prioritairement sur l'analyse des systèmes électoraux et de leurs effets, ainsi que sur les comportements électoraux.

Patrick Le Lidec est chargé de recherche CNRS au Centre d'études européennes et de politique comparée de Sciences Po (CEE, UMR 8239) et enseignant à l'École urbaine de Sciences Po. Il travaille notamment sur les politiques de décentralisation, les réformes des collectivités territoriales, les relations financières État-collectivités en France et en perspective comparative. Il a récemment coordonné un ouvrage intitulé *Emmanuel Macron et les réformes territoriales. Finances et institutions*, Berger-Levrault, 2020. Parmi ses publications récentes : « Entre desserrement et resserrement du verrou de l'État. Les collectivités françaises entre autonomie et régulations étatiques », *Revue française de science politique*, vol. 70, n° 1, 2020, p. 75-100 ; « La fabrique politique de la métropole du Grand Paris. Une analyse de *process-tracing* (2001-2017) », *Gouvernement et action publique*, vol. 7, n° 4, 2018, p. 93-125.

Rémi Lefebvre est professeur de science politique à l'université de Lille. Il prépare un ouvrage sur une comparaison de deux partis à prétention mouvementiste : La République en marche et La France insoumise. Il a publié récemment : *Les primaires, de l'engouement au désenchantement ?*, la

Documentation française, 2020 et « Les tensions et arbitrages au cœur de la professionnalisation politique intermédiaire. Le cas des adjoints des villes », *Revue française de science politique*, vol. 71, n° 1, 2021.

Pierre Leroux est docteur en science politique, professeur en sciences de l'information et de la communication à l'université catholique de l'Ouest (Nantes et Angers), chercheur au laboratoire Arènes (UMR CNRS 6051). Il a notamment publié, avec Philippe Riutort, *La politique sur un plateau* (PUF, 2013) ; dirigé avec François Hourmant et Mireille Lalancette, *Selfies & stars : politique et culture de la célébrité en France et en Amérique du Nord*, Presses universitaires de Rennes, 2019.

Vincent Martigny est professeur de science politique à l'université Côte d'Azur et à l'École polytechnique, chercheur au laboratoire ERMES. Il est par ailleurs chercheur associé au Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF). Il a publié *Le retour du Prince* aux éditions Flammarion (2019), et plus récemment codirigé l'ouvrage collectif *Les années Lang. Une histoire des politiques culturelles (1981-1993)* avec Laurent Martin et Emmanuel Wallon, publié à la Documentation française (2021). Il est également l'auteur de « De la campagne à la présidence Macron : vers la fin du “en même temps” ? » (avec Sylvie Strudel), in Bernard Dolez, Julien Fretel, Rémi Lefebvre (dir.), *L'Entreprise Macron*, Presses universitaires de Grenoble, 2019.

Alice Mazeaud est maîtresse de conférences en science politique à l'université de La Rochelle, chercheuse au laboratoire LIENSS (UMR 7266). Ses travaux portent principalement sur les transformations du travail politique et de l'action publique en lien avec la montée en puissance des « impératifs » participatifs et environnementaux. Parmi ses publications récentes, *Le marché de la démocratie participative*, Éditions du Croquant, 2018 (avec Magali Nonjon) ; « From the participatory turn of administrations to the bureaucratisation of participatory democracy : study based on the French case », *International Review of Administrative Sciences*, 2021 (avec Guillaume Gourgues et Magali Nonjon).

Sébastien Michon est directeur de recherche au CNRS à l'université de Strasbourg (UMR SAGE). Ses travaux actuels portent sur les transformations des espaces politiques et des élites politiques (européennes et françaises). Sur ce thème, il a publié, avec Julien Boelaert et Étienne Ollion, *Métier : député* (Raisons d'Agir, 2017), et codirigé, avec Willy Beauvallet, *Dans l'ombre des élus. Une sociologie des collaborateurs politiques*, Presses universitaires du Septentrion, 2017.

Yoan Miot est maître de conférences en aménagement et urbanisme à l'université Gustave-Eiffel et rattaché au laboratoire Techniques, territoires et sociétés (LaTTS, UMR 8134). Ses recherches portent sur les villes en décroissance, les acteurs de la production du logement et les classes populaires. Il participe notamment à un projet de recherche sur la vente HLM organisé par l'Union sociale pour l'habitat, le Plan Urbanisme Construction Architecture, la Caisse des dépôts et d'autres acteurs de l'habitat.

Étienne Ollion est chercheur au CNRS, professeur associé à l'École polytechnique. Ses travaux portent sur la sociologie de l'État et du pouvoir. Il a publié *Raison d'État. Histoire de la lutte contre les sectes* (La Découverte, 2017) et *Les candidats. Novices et professionnels en politique*, PUF, 2021.

Frédéric Pierru est politiste, chargé de recherche CNRS à Arènes (UMR 6051). Ses travaux portent sur la sociologie de l'État, les politiques de réforme des systèmes de santé des pays développés, les transformations de l'administration de la santé et les conséquences de l'entrée en gestion des pratiques soignantes à l'hôpital. Il a publié, seul ou en nom propre, plusieurs ouvrages dont *La Casse du siècle. À propos des réformes de l'hôpital public* (avec Pierre-André Juven et Fanny Vincent), Paris, Raisons d'Agir, 2019, et coordonné avec André Grimaldi, *Santé : urgence*, Paris, Odile Jacob, 2020.

Philippe Riutort est professeur de chaire supérieure en sciences sociales au lycée Henri IV (Paris) et chercheur associé au programme Langages, Communication et Politique de l'IRISSO (Dauphine / CNRS / INRAE). Il a récemment publié *Sociologie de la communication politique*, La Découverte, 3^e édition, 2020.

Sylvie Strudel est professeure de science politique à l'université Paris 2 Panthéon-Assas, directrice adjointe du Centre d'études constitutionnelles et politiques (CECP, EA 162 Paris 2) et directrice du master Science politique / Études politiques. Elle est par ailleurs chercheure associée au CEVIPOF et au Centre Marc-Bloch de Berlin. Elle a publié récemment « Quand le premier de cordée dévisse », in Bruno Cautrès et Anne Muxel (dir.), *Histoire d'une révolution électorale (2015-2018)*, Paris, Classiques Garnier, 2019, p. 265-276 ; « Les deux corps du président Macron » avec Thierry Vedel, dans Piero Ignazi et Dominique Reynié, in *La vie politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2020, p. 87-97 et codirigé avec Darren Lilleker, KarolinaKoc-Michalska, Ralph Negrine, Rachel Gibson, Thierry Vedel, *Social Media Campaigning in Europe*, Abingdon, Routledge, 2019.

Introduction générale

À l'épreuve du pouvoir. L'entreprise Macron entre continuités et singularités

BERNARD DOLEZ, ANNE-CÉCILE DOUILLET, JULIEN FRETTEL, RÉMI LEFEBVRE

Cet ouvrage sur « l'entreprise Macron » fait suite à un premier volume, paru en avril 2019, qui visait à éclairer les tendances profondes et les configurations plus conjoncturelles qui ont permis, en 2017, l'élection inattendue d'Emmanuel Macron à la présidence de la République et la victoire de La République en marche aux élections législatives qui ont suivi. Centré sur la double séquence électorale, il partait de l'énigme d'élections qui bouscullaient le système partisan autant que les certitudes sur les conditions de l'accès au mandat présidentiel (Dolez, Fretel, Lefebvre, 2019). Il s'agissait alors de comprendre ce qui avait rendu possibles de tels résultats électoraux. Reprenant la terminologie mobilisée par Emmanuel Macron lui-même, c'est aussi la portée de la « disruption » et les contours du « nouveau monde » que le premier tome de *L'entreprise Macron* interrogeait. À l'approche de la fin du quinquennat et des élections présidentielle et législatives de 2022, l'objectif n'est pas, dans ce second volume, de prévoir quelle sera l'issue de la nouvelle séquence électorale nationale. Il s'agit plutôt de poursuivre la réflexion sur les changements que traduit l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir, pour apprécier, avec un peu plus de recul, l'ampleur de la transformation du système partisan, des glissements de l'électorat et du renouvellement des élites politiques. L'enjeu est aussi de revenir sur l'action entreprise par Emmanuel Macron, les gouvernements qu'il a nommés, la majorité parlementaire qui l'a soutenu, et de les analyser au regard des promesses de *Révolution* (Macron, 2016) du candidat à la présidentielle

de 2017. Autrement dit, l'entreprise à laquelle fait référence le titre de l'ouvrage n'est plus seulement celle de la conquête du pouvoir mais aussi l'entreprise que constitue l'action gouvernementale et le projet partisan – ou de société – qui lui est plus ou moins associé. Une fois le Président élu et soutenu par une majorité parlementaire, Emmanuel Macron et son entourage ont continué à mobiliser des soutiens et des ressources pour atteindre leurs fins – ce qui est une façon de définir la notion d'entreprise – mais, les élections passées, d'autres finalités et lignes d'action apparaissent : incarner la figure présidentielle et tenir son rôle et son rang, à l'échelle nationale et internationale ; mener à bien un certain nombre de réformes promises et/ou souhaitées ; conserver sa base électorale ; entretenir les soutiens et neutraliser les rivaux ; contenir les contestations ; préparer la réélection... Les ramifications et les formes de l'entreprise Macron se sont diversifiées. S'il reste pertinent de parler d'entreprise, c'est aussi en écho à la rhétorique et à l'idéologie portées par Emmanuel Macron : la valorisation de l'entrepreneuriat et des entreprises – en tant cette fois qu'organisations privées à vocation économique – s'est poursuivie au cours du quinquennat, comme l'illustrent les discours et les politiques menées dans un certain nombre de domaines – fiscalité, logement, santé –, présentés dans la partie 4 de l'ouvrage. Cette position pro-business a accentué le brouillage des frontières entre public et privé, les administrations françaises n'ayant jamais été aussi pressées de se convertir au *new public management*. Par ailleurs, la partie 2 rappelle le nombre élevé – au regard des pratiques antérieures – de ministres et de députés passés par des groupes privés.

12

Quel changement ?

C'est donc en quelque sorte à dresser un premier bilan, forcément provisoire, de l'entreprise Macron que s'attache le présent volume. Analyser le changement est cependant une tâche difficile : la mesure des transformations dépend du point de référence, de l'accord sur le degré d'évolution qui autorise à parler de changement, de la hiérarchisation de ce qui apparaît central ou secondaire dans le fonctionnement d'un système politique ou dans le contenu d'une politique publique et, enfin, du travail toujours limité de recherche des causes aux transformations. À l'échelle d'un mandat présidentiel, soit cinq ans en France, le changement se fait toujours plus ou moins « dans la continuité » du fait de l'inertie de nombre de fonctionnements sociaux (Gaïti, 2019) mais aussi, tout simplement, du fait du cadrage institutionnel de l'action gouvernementale.

Les quatre parties de l'ouvrage le montrent bien, tant elles soulignent le caractère nuancé des évolutions observables. Les ruptures amorcées, expérimentées ou tentées dans la pratique du pouvoir ont souvent été contrariées (partie 1); le renouvellement des élites n'est que partiel et La République en marche (LREM) ne s'est pas vraiment imposée comme une organisation politique centrale (partie 2), d'autant que les élections intermédiaires ne lui ont pas été favorables (partie 3); enfin, à l'aune des politiques publiques étudiées dans ce volume (partie 4), il apparaît que l'action gouvernementale sous le quinquennat Macron s'inscrit très largement dans le prolongement de tendances et mouvements anciens, tandis que l'on observe aussi des phénomènes classiques de recyclage / réinvention de « vieilles recettes ». Il ne faut évidemment pas négliger les changements relatifs aux modes de légitimation des réformes ou l'amplification / accélération de certaines orientations, mais la présidence Macron ne saurait donc être analysée uniquement au prisme du changement. Du reste, *L'entreprise Macron* (2019) invitait déjà à « penser la continuité et l'ordre » (p. 12). Cette prévention sociologique contre la surestimation du changement et la mise à distance de la rhétorique politique de la rupture amènent nécessairement à des conclusions nuancées. Là où l'homme politique vante sa capacité à réformer « en profondeur »¹ et le caractère exceptionnel de son action², l'analyste conclut à une forme de continuité et de banalisation, constate la résilience des clivages institués de la vie politique – droite / gauche – ou des figures classiques de l'élus, qui cherche à concilier « présidentielisme et proximité » (Lefebvre, 2021).

Deux crises majeures : les Gilets jaunes et la pandémie

Les difficultés à évaluer l'étendue et la portée des transformations à l'œuvre – sans le recul du temps long et alors que le quinquennat n'est pas encore terminé – invitent à déplacer un peu les interrogations, pour s'intéresser moins aux changements qu'aux singularités. Ce glissement dans le questionnement apparaît sans doute d'autant plus nécessaire que le quinquennat d'Emmanuel Macron a été marqué par deux crises majeures : la crise des

1. C'est le sens, par exemple, du baromètre des résultats de l'action publique mis en ligne le 13 janvier 2021 (<https://www.gouvernement.fr/lancement-du-barometre-des-resultats-de-l-action-publique>). La présentation du baromètre souligne les « transformations profondes conduites par le président de la République et le gouvernement », que la crise sanitaire ne doit pas « faire passer au second plan ».

2. E. Macron déclare ainsi à la presse le 3 juillet 2020 : « Ce que nous avons réussi à faire pendant trois ans avec Édouard Philippe avec beaucoup de confiance et de coordination est inédit ».

Gilets jaunes, mouvement qui émerge en novembre 2018, et la crise sanitaire du Covid-19, qui marque la mandature à partir du début de l'année 2020. Ces crises ont évidemment eu une incidence sur les orientations de l'exécutif qui a dû improviser des réponses à des événements non anticipés, suspendre certaines réformes – les retraites –, revoir – pour un temps au moins – les priorités. Une des singularités de la présidence Macron est donc déjà d'avoir dû faire face à ces crises d'ampleur. Tout mandat présidentiel connaît certes des moments de fortes perturbations : scandales liés à la vie privée, à l'exercice du pouvoir ou aux comportements de collaborateurs³ ; mouvements de contestation et grèves durables, comme en 1968 ou en 1995 ; crise économique, comme en 2008 (Hassenteufel, Saurugger, 2021) ; attentats terroristes, comme en 2015, pour ne citer que quelques exemples. L'irruption des Gilets jaunes comme la pandémie de Covid-19 créent cependant, à quelques mois d'intervalle, ce que l'on pourrait appeler des ruptures d'intelligibilité, du fait de la nature même des événements – mobilisation aux formes peu conventionnelles, aux revendications diffuses, et largement détachée des organisations du mouvement social ; pandémie à la diffusion rapide et difficilement contrôlable –, de leurs conséquences – manifestations hebdomadaires, parfois spectaculaires et violentes, pendant plusieurs mois et forte répression policière ; saturation des hôpitaux et nombre élevé de morts dues au Covid-19 – et de leur durée – le mouvement des Gilets jaunes s'étire pendant plus d'un an, même s'il perd en intensité lors des derniers « actes » ; le Covid-19 devient un objet de préoccupation à la fin de l'année 2019 et, à l'été 2021, la pandémie n'est toujours pas définitivement contenue. Ces deux crises ont ainsi eu un impact fort sur le tempo du quinquennat.

Par-delà la singularité des événements, qui resteront des marqueurs historiques associés à la présidence Macron, le mouvement des Gilets jaunes comme la pandémie de Covid-19 sont aussi des révélateurs, au sens quasi photographique du terme, du quinquennat en voie d'achèvement. En effet, la façon dont Emmanuel Macron et ses entourages y ont réagi éclaire à la fois leurs conceptions de l'exercice du pouvoir et de la fonction présidentielle, le système de contraintes dans lequel ils agissent mais aussi les orientations politiques qu'ils ont défendues au cours de cette mandature. Il s'agit pourtant de deux crises très différentes. D'un côté, le mouvement des Gilets jaunes traduit une forme de crise de légitimité du pouvoir politique. C'est une réaction au pouvoir en place et aux orientations qu'il défend, la

3. La présidence Macron a d'ailleurs, elle aussi, eu ses scandales, notamment celui de « l'affaire Benalla », du nom d'un proche du président de la République qui a usurpé le titre de policier lors de la manifestation du 1^{er} mai 2018.

présidence d'Emmanuel Macron semblant exacerber les critiques à l'égard de la « classe politique » ou des élites dont il disait pourtant se démarquer. La crise sanitaire est moins directement liée au pouvoir en place, même si les politiques de santé publique et la réaction à l'épidémie participent aussi de la construction de la crise ; elle offre, par ailleurs, une opportunité au président de la République et à l'exécutif de se reconstruire une certaine légitimité à travers la gestion des conséquences de l'épidémie. Dans les deux cas cependant, les réactions à la crise dessinent une épure de la présidence Macron, dont les traits sont confirmés et affinés par la prise en compte de l'action publique face à des enjeux plus ordinaires. Quatre traits semblent alors pouvoir caractériser « l'entreprise Macron ». Aucun ne lui est propre et l'on pourrait facilement retrouver certains de ces aspects à d'autres moments de la V^e République : Emmanuel Macron occupe une position présidentielle largement institutionnalisée avant lui. Il endosse toutefois le rôle de manière assez personnelle dans un contexte nécessairement singulier du fait des transformations politiques et sociales qui traversent les mandats présidentiels.

Omniprésence présidentielle

Un premier aspect de la présidence Macron est sa forte personnalisation et son omniprésence sur la scène publique et politique. Elles sont liées à la forme et la nature du rôle présidentiel sous la V^e République : la fonction est très personnalisée, exposée et médiatisée. Cependant, Emmanuel Macron a particulièrement forcé le trait, intervenant et défendant des orientations bien au-delà des seuls domaines régaliens ; le président de la République porte ainsi, en y associant certes le gouvernement, un bilan personnel en matière de transition écologique, d'emploi et d'économie, de santé, de famille et de handicap, d'éducation, de sécurité, de culture, de services publics, de logement⁴.

De ce point de vue, les deux crises marquantes du quinquennat sont aussi très révélatrices de cette personnalisation. Ainsi, face au mouvement des Gilets jaunes, Emmanuel Macron apparaît comme une « cible individualisée », comme le souligne Christian Le Bart (2020), qui rappelle que la démission ou la « destitution » du Président deviennent très vite des revendications centrales ; « monter à l'Élysée » devient un objectif et l'effigie du Président est décapitée et incendiée dans de nombreuses villes. Ce ciblage contraste avec le fait que

4. Domaines listés sur le site du baromètre des résultats de l'action publique, qui impute ces résultats aux politiques « conduites par le président de la République et le gouvernement ».

le patronat n'est par exemple pas interpellé, alors que ce sont les conditions de travail, de salaires, de niveau de vie qui sont dénoncées. Cet épisode ne conduit pas, pour autant, à la remise en cause de la conception extensive et personnalisée du pouvoir présidentiel d'Emmanuel Macron. La fin de la crise des Gilets jaunes voit ce dernier se remettre volontairement au centre de la scène politique en surinvestissant et monopolisant le grand débat national.

La crise sanitaire est l'occasion de réaffirmer cette conception extrêmement personnifiée de l'exercice du pouvoir et de mettre en scène sa capacité à tout contrôler, jusqu'à se fendre « d'être qualifié par son entourage de "meilleur épidémiologiste de France" » (*Le Monde*, 31 mars 2021), comme jadis Raymond Barre fut qualifié de « meilleur économiste de France ». Les premiers ministres sont ostensiblement placés dans un rôle secondaire d'opérationnalisation des grandes orientations fixées par la présidence. Comme le souligne Brigitte Găiti (2021), cette personnalisation n'est pas un exercice solitaire du pouvoir - le Président est toujours très entouré - mais plutôt un exercice « informalisé », qui conduit à une « prolifération organisationnelle », les instances existantes étant dédoublées par d'autres, tel le « conseil scientifique », pour ne pas se voir imposer de « partenaire institué ».

La désintermédiation

La personnalisation du pouvoir rejoint ici une deuxième caractéristique de l'exercice présidentiel d'Emmanuel Macron : la désintermédiation (Lefebvre, 2019). Cette désintermédiation est d'abord symbolisée par les caractéristiques de la communication de ce jeune Président. Refusant tout filtre qui l'éloignerait des Français, passant outre les journalistes politiques, il s'est hâté de trouver des voies de contournement, via les réseaux sociaux notamment, au risque de se mettre, pour reprendre l'un de ses termes, à « portée d'engueulade » de la population. La crise sanitaire illustre aussi ce souci de désintermédiation, vis-à-vis des instances administratives mais aussi, parfois, envers des scientifiques. Le mouvement des Gilets jaunes a traduit pour sa part un même mouvement de méfiance vis-à-vis des corps constitués et institués, ce qui révèle sans doute un mouvement profond d'affaiblissement des organisations traditionnelles et de désintermédiation de la politique en France. Cette « expression inversée » – « par le haut » et « par le bas » – d'une même dynamique permet d'ailleurs au président de la République de mieux délégitimer certains corps intermédiaires, comme lorsqu'il rejette la proposition de « grande conférence » faite par le secrétaire général de la CFDT au motif que les Gilets jaunes n'en « veulent pas » (Le

Bart, 2020). Qu'il s'agisse des partis politiques, des syndicats⁵, des élus locaux et de leurs associations ou des cabinets ministériels, plusieurs chapitres de cet ouvrage révèlent à différents endroits le souci d'Emmanuel Macron et de ses proches collaborateurs de ne pas trop s'embarrasser d'intermédiaires, ce qui ne signifie pas qu'ils parviennent toujours à les contourner ou à faire sans eux : les cabinets ministériels, d'abord resserrés, ont repris leur taille habituelle ; Emmanuel Macron est revenu vers les élus locaux et, dans certains domaines comme la sécurité publique, les syndicats ont joué un rôle central de gardien de l'agenda en matière de réforme policière.

Le macronisme : libéralisme et pragmatisme

Les deux crises des Gilets jaunes et du Covid-19 mettent en évidence un certain pragmatisme dans l'exercice du pouvoir, qui se traduit par l'adoption de mesures « exigées » par les circonstances sans que cela remette en cause les grandes orientations idéologiques. Si quelques « concessions » sont faites face au mouvement des Gilets jaunes et conduisent l'exécutif à prendre des mesures qu'il n'envisageait pas – chèque énergie, moratoire sur la taxe carbone, annulation de la hausse de la CSG pour les retraités les plus modestes –, il ne revient pas sur la transformation de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) et « profite » même du mouvement pour accélérer l'augmentation de la prime d'activité et la baisse des cotisations sociales. De la même façon, si Emmanuel Macron déclare en mars 2020 que « la santé n'a pas de prix, [que] le gouvernement mobilisera tous les moyens financiers nécessaires pour porter assistance, pour prendre en charge les malades, pour sauver des vies, quoi qu'il en coûte », si le gouvernement déploie tout un ensemble d'aides aux entreprises et à certaines professions pour pallier les conséquences des confinements, laissant filer les dépenses publiques et la dette, si la réforme des retraites lancée fin 2019 est suspendue, les grandes orientations du quinquennat sont réaffirmées fermement en 2021 : en mars, le ministre de l'Économie Bruno Le Maire rappelle à l'Assemblée nationale les « piliers de la sagesse financière », parmi lesquels la croissance et la baisse de la dépense publique. La réforme des retraites n'est pas non plus officiellement abandonnée et les revendications des personnels hospitaliers en termes de budget, d'effectifs, de lits et de rémunérations restent sans réponse malgré l'organisation d'un « Ségur de la santé ».

5. François Hollande cherchait des points de compromis avec la CFDT pour en faire un allié des réformes. Emmanuel Macron considère qu'il n'en a pas besoin et n'associe la CFDT ni sur les retraites ni sur la réforme des allocations-chômage.

Le macronisme de 2017 pouvait encore être lu comme une entreprise de modernisation de la gauche. Il s'est rapidement révélé comme un néolibéralisme continué et exacerbé et comme « une formule managériale appliquée au politique où seul le résultat compte » (Rouban, 2020). Rhétorique du « ruissellement », loi travail, suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune, instauration de la *flat tax* sur les dividendes, réforme des retraites – quoique suspendue – : les grands marqueurs socioéconomiques du quinquennat ne trompent pas. Les emblèmes de gauche sont quant à eux peu nombreux : doublement des classes en CP, « zéro reste à charge » pour le remboursement des lunettes et des prothèses auditives ou dentaires, PMA.

Une base sociale et électorale évolutive

L'électorat d'Emmanuel Macron était, selon Pierre Bréchon (2019), « un précipité composite » constitué pour une petite moitié d'anciens électeurs de François Hollande. Mais, dès la fin de l'été 2017, la perception d'Emmanuel Macron dans l'opinion change et ses soutiens à gauche s'estompent en même temps que sa position se décale sur l'axe gauche-droite. Quatre ans après son accès à l'Élysée, il serait pourtant caricatural de réduire Emmanuel Macron à la droite pour en faire le dernier avatar du giscardisme.

Au terme du quinquennat, trois questions restent largement ouvertes. La première renvoie, justement, à la capacité d'Emmanuel Macron à préserver l'alliage forgé en 2017 et à conserver le soutien d'une fraction d'électeurs venus de la gauche en dépit des politiques d'inspiration libérale menées pendant cinq ans. Or, surprise, en juin 2021, le président de la République bénéficiait toujours d'un soutien majoritaire dans les électorsats socialistes et écologistes⁶. En revanche, les enquêtes d'opinion mesuraient un certain fléchissement à droite, en particulier chez les sympathisants Les Républicains (LR). À moins d'un an de l'élection présidentielle, et contrairement à ce que pourrait suggérer une revue trop rapide des politiques menées durant le quinquennat, c'est bien l'électorat de droite qui pourrait venir à manquer à Emmanuel Macron en 2022 et compromettre ses chances de réélection.

La seconde interrogation porte non plus sur la perception d'Emmanuel Macron dans l'opinion, mais sur le jugement des électeurs. Force est de reconnaître que les quatre scrutins du quinquennat ne dessinent pas un bilan univoque et que leur verdict doit être interprété avec prudence. Faut-il

6. Harris Interactive, *Baromètre de la confiance politique*, juin 2021 ; http://harris-interactive.fr/wp-content/uploads/sites/6/2021/06/Barometre_de_confiance_politique_Harris-Interactive-Euros-Agency-LCI_juin_2021.pdf.

apprécier le poids électoral de LREM au regard de son score des élections européennes de 2019 – 22,4 % des suffrages exprimés – ou des résultats, beaucoup plus modestes, des régionales de 2021 – 7 % au niveau national au deuxième tour ? Faut-il souligner les défaites de LREM lors des élections locales de 2020-2021 ou rappeler la prudence nécessaire avec laquelle il faut accueillir le résultat d'élections intermédiaires marquées par une très faible mobilisation du corps électoral ? Faut-il insister sur la décomposition accélérée du paysage politique en pointant les scores à un chiffre des listes conduites par Raphaël Glucksmann (PS et alliés) et François-Xavier Bellamy (LR) aux élections européennes de 2019 ou relever la capacité de la gauche et de la droite à préserver leurs positions lors des scrutins municipaux, départementaux et régionaux ?

La troisième interrogation porte, on l'aura compris, sur la séquence électorale du printemps 2022 et sur les incertitudes qui l'entourent. Chaque scrutin présidentiel draine son lot d'incertitudes et chaque campagne électorale, sa part d'impondérables. Mais la fragmentation et l'instabilité du système partisan, la fluidité du corps électoral et la faible attractivité de l'offre électorale telle qu'elle se dessine à l'été 2021 laissent entrevoir une compétition à l'issue difficilement prévisible. Qu'Emmanuel Macron soit battu, voire qu'il renonce à se représenter, et l'on insistera a posteriori sur les désillusions que son élection aura suscitées et sur la manière dont il s'est progressivement éloigné de sa base électorale. Le faible ancrage territorial de LREM sera alors mis en avant pour expliquer la défaite. Qu'il soit finalement réélu, et l'on minorera tant les épreuves endurées pendant cinq ans que la portée du verdict des élections intermédiaires pour mettre l'accent sur sa capacité à faire s'écrouler le vieil édifice politique dont il avait hérité après en avoir longtemps fait travailler la poutre. On soulignera alors, très certainement, la personnalisation croissante de la vie politique française, dont on trouvera rétrospectivement des indices dans la réélection des présidents sortants des treize régions métropolitaines en juin 2021.

Si le bilan du quinquennat que cet ouvrage entend tirer est nécessairement provisoire, espérons néanmoins qu'il soit utile à quelques semaines d'une séquence électorale qui nous livrera un verdict plus assuré sur la pérennité du macronisme.

Table des matières

Les auteurs	5
<u>Introduction générale</u>	
À l'épreuve du pouvoir. L'entreprise Macron entre continuités et singularités	11
BERNARD DOLEZ, ANNE-CÉCILE DOUILLET, JULIEN FRETET, RÉMI LEFEBVRE	
Quel changement ?	12
Deux crises majeures : les Gilets jaunes et la pandémie	13
Omniprésence présidentielle	15
La désintermédiation	16
Le macronisme : libéralisme et pragmatisme	17
Une base sociale et électorale évolutive	18

Première partie La pratique du pouvoir

<u>Introduction à la première partie</u>	
L'homme qui voulut être monarque présidentiel	23
JULIEN FRETET	
<u>Emmanuel Macron, la communication et les médias.</u>	
De la verticalité imaginée à l'horizontalité assumée	27
PIERRE LEROUX, PHILIPPE RIUTORT	
Un Président sans style ?	28
Éloge de la verticalité ?	30
Un Président contre les journalistes ?	35

Macron et les institutions

Rien de nouveau sous le soleil ? 41

BASTIEN FRANÇOIS

Jupiter ? 42
 Une domination présidentielle inédite ? 43
 Une prééminence comme cache-misère 46
 L'absence de projet constitutionnel 49

La démocratie participative selon Emmanuel Macron :

La participation citoyenne au service de la monarchie républicaine 53

GUILLAUME GOURGUES, ALICE MAZEAUD

La participation « bricolée » du monarque républicain 54
 Le grand débat national : un « appel à la base » pour diluer la voix des contestataires 55
 La Convention citoyenne pour le climat : une innovation délibérative
 et une restauration monarchique 58
 Une participation d'État en voie de « managérialisation » 61
 La reprise en main managériale de la participation citoyenne 61
 La réforme des retraites : le participationnisme d'État
 contre la démocratie sociale et parlementaire 62
 Conclusion 64

292

Tenir l'agenda « quoi qu'il en coûte »

Le macronisme à l'épreuve des crises 67

RAFAËL COS, FABIEN ESCALONA

Évanescence et consistance du « modernisme » macronien 69
 La faiblesse de la production doctrinale « marchiste » 69
 Néolibéralisme et modernisme :
 les deux marqueurs de l'entreprise macronienne 71
 Déviances et résiliences de l'agenda marchiste 74
 À l'épreuve d'une double crise domestique et globale 74
 Une entreprise de réforme qui « persévère » à travers les crises 76

Deuxième partie

Les élites au pouvoir

<u>Introduction à la deuxième partie</u>		
Une entreprise collective ?		83
RÉMI LEFEBVRE		
<u>Un parti encore non identifié</u>		
La République en marche 2017-2021		89
JULIEN FRETTEL		
Un parti sans doctrine		91
Un parti sans local		94
Un parti entrepreneur de causes ?		98
<u>En Marche ! à l'épreuve du local</u>		
Jouer la carte du territoire ?		103
RÉMI LEFEBVRE		
Le modèle initial : la méfiance à l'égard du territoire		105
Une forte centralisation		105
Un local autonome mais désarmé		106
Conflits de légitimités et de leadership territorial		108
Les adhérents et militants		108
Les députés		109
Les référents		110
L'épreuve des élections municipales		112
Stratégie et processus de désignation des candidats		112
Un mouvement abîmé		114
Conclusion		116
<u>Que sont les députés novices devenus ?</u>		
Sociologie d'une promesse non tenue		117
JULIETTE BRESSON, ÉTIENNE OLLION		
Les novices, de la campagne à Paris		118
Une campagne menée sur le thème du renouvellement		118
Des jeunes, des femmes, des novices et des classes supérieures		118
La charge de la représentativité		119
Sur le devant de la scène, mais au fond de l'hémicycle		120

Logiques de la relégation	124
Savoirs et connaissances	124
Rester à sa place vs s'autoriser	126
Conclusion	130

Les profanes, les technos et les professionnels de la politique

Sociologie des ministres d'Emmanuel Macron	131
---	-----

VALENTIN BEHR, SÉBASTIEN MICHON

Le renouvellement des profils des ministres	132
Une rupture relative avec les gouvernements précédents	132
Les nouveaux « technos »	134
L'espace gouvernemental	136
Expérience politique et dynamique des carrières	136
La division du travail gouvernemental	140

L'entreprise Macron, une entreprise d'État

Réformer la haute fonction publique pour mieux la curialiser ?	143
---	-----

JEAN-MICHEL EYMERI-DOUZANS

Conquérir le pouvoir en l'exerçant : une entreprise d'État	145
Sous la managérialisation, une « politisation fonctionnelle » encore accrue	147
En marche vers la curialisation de la noblesse d'État ?	152

294

Troisième partie
Élections, électorat et opinion

Introduction à la troisième partie	159
---	-----

BERNARD DOLEZ

Emmanuel Macron et l'opinion :

Une popularité en trompe-l'œil ?	163
---	-----

VINCENT MARTIGNY, SYLVIE STRUDEL

Les ambivalences d'une relative (im)popularité	165
Quatre phases d'impopularité	165
La popularité de Macron à l'aune de celle de ses prédécesseurs	167
Où est l'opposition ?	167
La fin du « en même temps » ?	170
Le maintien d'un socle de soutien à gauche	172
Une position toujours hégémonique dans l'espace central	175
Conclusion	178

Les élections intermédiaires :

Sanction ou pas sanction du parti présidentiel ?	179
---	-----

PIERRE BRÉCHON

Aux élections européennes de juin 2019	181
--	-----

Aux élections municipales de 2020	184
---	-----

Aux élections régionales et départementales	187
---	-----

S'ancrer localement

LREM et les municipales de 2020 à la lumière de l'expérience gaulliste	191
---	-----

BERNARD DOLEZ, ANNIE LAURENT

Des difficultés de s'implanter localement : retour sur l'expérience gaulliste	192
---	-----

LREM au défi des élections municipales	195
--	-----

Un faible enracinement local	195
------------------------------------	-----

Des parlementaires hors jeu	196
-----------------------------------	-----

La recomposition du paysage politique en marche?	197
--	-----

Échec électoral de LREM ou début d'implantation par procuration?	199
--	-----

Et maintenant?	204
----------------------	-----

Quatrième partie

La présidence Macron à l'aune des politiques publiques

295

Introduction à la quatrième partie	209
---	-----

ANNE-CÉCILE DOUILLET

Le quinquennat Macron et les politiques du logement :

Une accélération néolibérale	213
---	-----

SYLVIE FOL, MATTHIEU GIMAT, YOAN MIOT

Faire plus avec moins :

accroître la production de logements en baissant la dépense et en limitant les normes	215
---	-----

De l'entrepreneurialisation à la résidualisation du logement social	216
---	-----

Les limites du choc de l'offre	218
--------------------------------------	-----

La promesse non tenue de l'égalité des chances ?

Accès au logement, mobilité résidentielle et traitement spatial de la question sociale	219
--	-----

Favoriser l'égalité des chances dans l'accès au logement	220
--	-----

Accroître la mobilité	221
-----------------------------	-----

Une extension du traitement spatial de la question sociale	222
--	-----

Conclusion	223
------------------	-----

<u>Macron et l'économie : assumer une politique néolibérale</u>	
Retour sur deux réformes fiscales emblématiques du quinquennat	225
KEVIN BERNARD, CAMILLE HERLIN-GIRET	
La poursuite des politiques économiques antérieures	227
Des réformateurs de l'ancien monde	229
L'esprit du capitalisme sort du bois : le renversement symbolique	
de la politique macronienne et l'accélération des réformes	231
Conclusion	234
 <u>La politique territoriale d'Emmanuel Macron :</u>	
Recentralisation budgétaire et accommodement territorial	237
ÉLÉANOR BRETON, PATRICK LE LIDEC	
Le découplage entre une politique institutionnelle d'accommodement	
et une politique budgétaire et fiscale plus centralisatrice	239
Procès en déconnexion territoriale et recherche de nouvelles alliances :	
priorité aux accommodements territoriaux	243
Quand le nouveau monde part à la recherche de l'ancien	246
Conclusion	248
 <u>Police et sécurité publique :</u>	
L'atrophie du domaine de l'action gouvernementale	249
FABIEN JOBARD	
L'irrésistible ascension des questions policières à l'agenda gouvernemental	250
Une mise en œuvre timide de « la police des quartiers »	251
L'épreuve du maintien de l'ordre	252
L'emprise des syndicats policiers sur la conduite des affaires publiques	253
Politique de sécurité : un quinquennat inutile ?	256
L'ajournement des réformes de structure et de doctrine	256
L'inertie des politiques de sécurité publique	257
Conclusion	259

Crisis? What Crisis?

De la résilience des politiques publiques

de santé françaises par temps de crise 261

FRÉDÉRIC PIERRU

La santé : le bon Fillon électoral 263

État de consolidation budgétaire et politiques symboliques 265

Le roi est nu 268

Just a Normal Day 270

The Meaning – “Business as usual” 272

Bibliographie 275